



CARREFOUR D'ANIMATION ET

DE PARTICIPATION À UN MONDE OUVERT

435 Du Roi, Québec, QC G1K 2X1

418-525-6187 poste 221 / carrefour@capmo.org



ÇA ROULE AU CAPMO

www.capmo.org

AVRIL 2025

Vol. 26, n°8

Jaime Gallegos

La délégation colombienne qui nous a visités en novembre dernier déplore l'enlèvement, suivi de l'assassinat, de son leader régional, représentant des mineurs artisanaux et des paysans du Nord-Est d'Antioquia affectés par les projets de mines à ciel ouvert.

Jaime Gallegos savait sa vie menacée, survivant d'un massacre perpétré par des paramilitaires à la solde du gouvernement, il avait déjà regardé la mort dans les yeux. Son engagement n'était pas motivé par la peur, mais par le courage d'être. Animé par l'amour qu'il portait à ses compatriotes, il a continué à militer pour une Colombie juste et humaine, où la violence des armes et la haine de l'autre ne seraient plus les principaux déterminants de la joute politique.

Jaime luttait pour la reconnaissance du travail des mineurs artisans et à leur droit à une vie digne. Malgré les risques encourus, il croyait qu'une autre Colombie était possible. Offrant sa vie pour son peuple, il est entré par la grande porte de l'histoire dans l'épopée des combattants éternels.

Je serai toujours impressionné par ses hommes et ses femmes, prêts à courir tous les risques pour une cause qu'ils considèrent juste, sans user de violence, pour affronter les sbires de la mort payés pour imposer la peur et répandre la haine autour d'eux.

Leur sacrifice se situe bien au-delà de la bonté et de la générosité. Il exige un détachement de soi et une humilité sans borne. À l'époque où nous vivons, il est difficile de croire que l'amour peut triompher de la haine, de la violence et des puissances de l'argent, qu'un jour règnera sur Terre l'altruisme et la sagesse, la compassion, la bienveillance et la paix. L'utopie, le non lieu d'une humanité réconciliée avec elle-même et la Terre-Mère, est pourtant le seul chemin qui demeure ouvert devant nous.

Arrêter d'assassiner vos frères !

Dans ce dynamisme de ceux qui voient par delà cette vie terrestre, apparaît une mystique de l'engagement politique à la transformation du monde fondée sur l'amour du prochain et le refus de la violence. Heureusement sont nombreux les imitateurs de Jésus qui font avancer l'humanité hors

des ornières de la haine et la violence.

Dans la joute qui s'amorce où l'on nous incite à la polarisation et à haïr les points de vue adverses, les différents et les plus vulnérables, nous sommes conviés à développer notre humanité et notre courage.

Devant l'ogre qui menace de nous engloutir, nous devons serrer les rangs et nous enraciner dans le meilleur dont nous sommes capables. Ne devenons pas aussi risibles qu'eux, notre grandeur est toute autre. Et si par malheur on nous envahit, rappelons-nous qu'à plusieurs reprises nous avons vécu sous occupation étrangère car notre existence commune est vieille de 10 000 printemps.

Yves Carrier

Dans ce numéro :

Justice pour Jaime	2—3
Pas d'épicerie le dimanche	4
Événement Romero	5
Terrorisme d'État	6—8
Déplacer l'ONU	9—12
Néo conservatisme	13-15
Des nouvelles du CAPMO	16

Justice pour Jaime Gallego et protection des défenseurs des droits de la personne en Colombie!



systematiques dans lesquelles les économies extractives, les groupes armés et la négligence de l'État créent un réseau d'impunité. L'assassinat de Jaime survient 24 ans après celui de Jesús Ramiro Zapata, président du Comité des droits de l'homme de

Le Comité de solidarité Canada Colombie condamne avec une profonde indignation le meurtre de Jaime Gallego, un dirigeant minier et défenseur des droits de la personne dans le nord-est d'Antioquia. Sa vie et son combat ont été étouffés par la violence qui, malgré des décennies de dénonciations, continue de coûter la vie à ceux qui défendent les droits de leurs communautés et défient les intérêts de ceux qui imposent la terreur en Colombie.

Jaime Gallego, affectueusement surnommé «Mongo», était un chef de file dans la défense des mineurs ancestraux et traditionnels de la région. En tant que membre de la Table ronde minière du nord-est d'Antioquia, il s'est prononcé contre l'expulsion des communautés minières par les groupes armés et les puissances économiques. Depuis des années, son œuvre est marquée par la résistance face à des menaces constantes. Le manque de protection de l'État et l'absence de mesures efficaces ont permis que son nom soit ajouté à la longue liste des dirigeants assassinés en Colombie.

Ce crime n'est pas un incident isolé. Ségovie et le nord-est d'Antioquia ont été le théâtre de violences

Ségovie, tué par des paramilitaires en 2000. Malgré les rapports d'experts internationaux et les dénonciations répétées, l'histoire se répète.

Du Comité de solidarité Canada Colombie, nous exhortons la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) à étendre les mesures de précaution aux membres de la Table ronde minière du nord-est d'Antioquia. Les faits montrent que ces dirigeants sont toujours en grand danger et que l'État colombien n'a pas réussi à garantir leur protection.

Nous exigeons:

Enquête immédiate et efficace: Le Bureau du Procureur général doit enquêter de manière approfondie sur ce crime, en identifiant et en poursuivant aussi bien les auteurs que les bénéficiaires de la violence contre les défenseurs des droits humains.

Mesures de protection urgentes: Le gouvernement colombien doit mettre en œuvre des mesures de sécurité efficaces pour les membres de la Table ronde minière et tous les leaders sociaux en danger dans la région du nord-est d'Antioquia.



Engagement international: Nous exhortons la communauté internationale, en particulier le gouvernement canadien, à unir leurs forces pour surveiller le respect des droits de la personne en Colombie, en faisant pression pour le respect et l'application des accords de protection, étant donné que plusieurs multinationales minières canadiennes opèrent dans la région d'Antioquia. Nous exhortons également l'ombudsman canadien pour la responsabilité des entreprises à enquêter pour savoir s'il existe un lien entre les activités de la société minière Aris Mining, anciennement connue sous le nom de Gran Colombia Gold, dans le nord-est d'Antioquia et la disparition et la mort de Jaime Gallego.

Le meurtre de Jaime Gallego ne peut rester impuni. Leur combat pour une exploitation minière décente, pour les droits des communautés et pour la justice sociale ne doit pas être réduit au silence par les

balles. Aujourd'hui, son nom résonne non seulement dans le nord-est d'Antioquia, mais dans le monde entier, comme un rappel que défendre les droits de la personne n'est pas un crime et que sa mémoire nous appelle à continuer à lutter.

Nous sommes avec sa famille, ses amis et ses collègues dans leur deuil. La solidarité internationale est essentielle pour briser le cycle de l'impunité. On exige justice. On exige une protection. Nous exigeons que la mort de Jaime Gallego ne soit pas un simple ajout aux statistiques de l'oubli.

(Photo de la délégation pour les droits humains en Colombie, St-Roque, Antioquia, décembre 2021).

Pour la fermeture des épiceries à grande surface le dimanche

Par Pierre Racicot

Québec, 20 février 2025 – « Il faut fermer le dimanche les épiceries à grande surface. Du coup, le ministre donnerait un coup de main aux petites épiceries de quartier » C'est en ces termes que commente le porte-parole du LM, M Pierre Racicot le projet du ministre délégué à l'Économie, M Christopher Skeete, de permettre l'ouverture des épiceries la nuit. Il s'agit d'un pas dans une très mauvaise direction à double titre.

Permettre l'ouverture des épiceries à grande surface la nuit contribuerait à la détérioration de la qualité de vie des travailleurs et, en particulier, à celle des étudiants en plus de nuire à leur réussite scolaire.

Il rappelle que dans les années quatre-vingt, des associations de consommateurs s'étaient opposé à l'ouverture le dimanche des grandes épiceries au nom de la qualité de vie des travailleurs et de leurs familles sachant que ces derniers étaient aussi des consommateurs.

Mais aussi, le projet du ministre Skeete ne tient pas compte de la conjoncture politique et économique dominée par le président Trump qui entend faire du Canada et du Québec des états vassaux des États-Unis. Le ministre rate une excellente occasion de manifester la souveraineté législative du Québec sur l'organisation de l'économie.

Le ministre de la CAQ n'a comme motif que celui des grands épiciers qui veulent aligner les heures d'ouverture sur ce qui se fait aux États-Unis et dans le reste du Canada. De ce fait, il confirme dans les faits, au-delà des beaux discours nationalistes, la

volonté du gouvernement du Québec de dépendre davantage de ce qui se fait aux États-Unis et au Canada.

M Racicot rappelle à M Skeete, que M John Turner, chef du parti libéral, lors de l'élection fédérale de 1989, s'opposait au projet de traité de libre-échange entre le Canada et les États-Unis proposé par Brian Mulroney, chef du parti progressiste conservateur. À l'époque les tarifs américains étaient de 5% alors que ceux du Canada étaient de 10%. Les partisans du projet de traité appuyaient leurs arguments sur le rapport de la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada (Rapport Macdonald, le nom du président). Une des conclusions du rapport était que le libre-échange provoquerait l'augmentation de la productivité des entreprises canadiennes. Trente-cinq ans plus tard, sur la base de cette conclusion, nous constatons l'échec du traité signé après sa victoire électorale par le «petit gars de Baie-Comeau».

Nous nous souvenons que John Turner avait fait de son opposition au projet de traité le combat de sa vie. Pour lui, en signant cet accord, c'était la fin du Canada. Plus tard, lorsqu'il est devenu premier ministre, Jean Chrétien a déclaré que le Canada restait autonome dans sa capacité à établir ses politiques internationales. Vous connaissez la suite.

Aujourd'hui, tous les premiers ministres des provinces s'opposent au retour des barrières tarifaires comme le souhaite M Trump en évoquant que l'économie canadienne est trop intégrée à l'économie américaine. Il ne faut pas alors se surprendre si le président américain pense qu'il serait plus simple que le Canada devienne le 51^e état américain.

« Selon M Racicot, si nos grands-mères étaient capables, de détricoter un chandail de laine mal tricotée, il ne sait pas pourquoi nos gouvernements ne pourraient pas commencer à retreicer une économie qui tient compte cette fois des épiceries de quartier, des circuits courts à l'heure du réchauffement du cli-

mat. »

La mesure de M Skeete est un pas dans la mauvaise direction.

Il est encore temps de faire un bon coup en faveur des petites épiceries de quartier en décrétant la fermeture des grands détaillants en alimentation le dimanche.

Pierre Racicot est l'ex-coordonnateur de l'Association coopérative familiale de Québec (ACEF) et de la Fédération nationale des Associations de Consommateurs (FNAC) dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

Événement Romero 2025

Par Mario Gil

Dimanche 23 mars, avec 65 personnes présentes, nous avons commémoré le 45^{ème} anniversaire de l'assassinat d'Oscar Romero, l'archevêque de la paix, saint Romero des Amériques. Quoi de plus pertinent pour rappeler l'importance de la paix comme moyen de résistance face aux impérialismes. Nous ne parlons pas ici de la paix immobile, contemplative, mais de la paix engagée avec la justice sociale et climatique. Le monde d'aujourd'hui est à veille d'une confrontation majeure, le pouvoir des grands fortunés est exacerbé et fasciste. Non seulement ils ont le pouvoir économique dont dépend de milliers de travailleurs et travailleuses, mais aussi ils veulent le pouvoir politique et médiatique. Donc, la capacité d'imposer leurs volontés par les biais culturel, politique et économique.

L'extrême-droite, l'intolérance et la haine sont en montée partout dans le monde, cela nous fait crain-

dre pour les droits de femmes, des travailleurs, des retraités et pour la surexploitation des ressources naturelles. Le pouvoir des chefs d'entreprises organise notre vie comme des machines autour de la production et de la sécurité des investissements. Legault est aussi aveuglé par cette idéologie du tout à l'économie.

Les migrants latino-américains en Amérique du Nord sont la cible du racisme et des politiques anti-migrants. Le souvenir de la vie d'Oscar Romero, défenseur inébranlable des droits humains, nous invite à rassembler nos communautés, les travailleurs temporaires, les demandeurs d'asile, les travailleurs et travailleuses en grève. La rencontre des différentes communautés autour du dialogue et de la célébration nous permet de renouveler notre engagement en faveur des plus démunis, tout en poursuivant la lutte pour un monde plus juste et plus digne pour tous et toutes.

Les États-Unis et leur politique du terrorisme

Par Ramón Soriano* – Público.es

Cité par Others News, 26 mars 2025

Cuba figurait sur la liste noire des États-Unis en tant que pays complice du terrorisme de 1982 à 2015, date à laquelle Obama l'a retiré de la liste. Puis Trump l'a remise sur la liste, Biden l'a laissé de côté, et Trump le remettra à nouveau sur la liste, à en juger par les propos du secrétaire d'État Marco Rubio. Regardez les hauts et les bas que Cuba a subis au cours des quatre présidences successives des États-Unis. J'ai choisi Cuba parce que cela démontre le manque de sérieux des États-Unis dans leurs déclarations sur Cuba comme pays terroriste ou protecteur du terrorisme. Ces déclarations ne sont pas gratuites, car elles impliquent des restrictions importantes en termes économiques, financiers, de réputation et de relations internationales.

Le terrorisme est présenté par les présidents, les administrations et les théoriciens américains, comme une conspiration mondiale contre les États-Unis et leurs valeurs. Un terrorisme généralisé, difficile à voir, très mobile, doté d'une capacité mortelle considérable. De nouveaux éléments d'un ennemi stratégiquement puissant justifient un nouveau concept de guerre : la guerre préventive, qui se déroule contre une menace et non une attaque de l'adversaire.

Dans ce discours fermé sur le phénomène terroriste, aucun reproche n'est adressé aux États-Unis, royaume de la vertu, qui n'ont jamais pratiqué, encouragé, cautionné ou enseigné les tactiques et pratiques terroristes. Les États-Unis, investis par Dieu d'une mission sacrée, représentent et pratiquent le

bien. Comme le disent les présidents américains à la fin de leurs discours : «Que Dieu bénisse l'Amérique.» Et par conséquent, les États-Unis ne peuvent pas faire le mal.

Les caractéristiques de la politique terroriste des États-Unis

L'expérience montre l'ambiguïté du concept de terrorisme selon les pouvoirs en place. La politique antiterroriste des États-Unis est impropre, car elle est : a) confuse, mettant dans le même panier les vrais terroristes qui résistent déjà à l'oppression du pouvoir tyrannique, b) complice, car elle aide les terroristes, ayant les mains tachées comme les terroristes qu'elle accuse, c) hypocrite, car elle cache en elle-même les maux qu'elle découvre et proclame chez les autres, et d) sectaire, car en incriminant elle cache le fait qu'elle accomplit la même conduite qu'elle incrimine. Examinons de plus près les notes de cette politique de terreur :

Confusion

Le discours sur le terrorisme est simpliste et manque de nuances, ne faisant pas la distinction entre agression et résistance. Ceux qui luttent pour un droit sont des résistants, pas des terroristes, tout comme ceux qui défendent le principe d'indépendance et d'autodétermination de leur peuple contre l'envahisseur. Les États-Unis ont été aveugles à la bonne cause du dissident aux plans impériaux et l'ont qualifié de terroriste, même le dissident qui s'est battu pour la démocratie et le bien de son peuple opprimé.

Il est choquant aujourd'hui de rappeler que Washington a qualifié Nelson Mandela de terroriste alors qu'il souhaitait maintenir le statu quo du gouvernement sud-africain de l'apartheid, qui avait été pendant des années son partenaire vigilant en Afrique. Et l'actuel président américain s'est rangé du côté de l'État agresseur ukrainien, la Russie, que beaucoup accusent de pratiques terroristes.

Complicité

Les États-Unis cachent leur collusion avec d'autres terroristes. Ils ont soutenu Ariel Sharon, Premier ministre d'Israël, qui a été officiellement condamné pour les massacres de Palestiniens à Sabra et Chatila et l'invasion du Liban avec des bombes à fragmentation en 1982, alors qu'il était ministre de la Défense d'Israël. Ils ont soutenu et armé le terroriste Saddam Hussein afin qu'il puisse contrôler l'Iran fondamentaliste de Khomeini. Et maintenant, ils fournissent des armes et défendent l'Israël génocidaire contre la Palestine. Comme la Rome antique, et comme tout empire, la nouvelle Rome sait récompenser les services rendus à ses alliés, si le fardeau mortel qu'ils portent entre leurs mains n'est pas dirigé contre elle.

Hypocrisie

Il applique ses propres défauts aux autres. Les États-Unis proclament au monde leur guerre contre le terrorisme, mais ils sont eux-mêmes un État terroriste. L'empire non seulement aide et encourage les terroristes, mais il est lui-même un terroriste. On se souvient rarement que les États-Unis ont été reconnus coupables par la Cour pénale internationale de La Haye d'« usage illégal de la force » pour avoir aidé

les Contras nicaraguayens dans leurs pratiques de sabotage contre le gouvernement sandiniste pendant la présidence Reagan. Ou les preuves irréfutables des premières années de la révolution cubaine contre les pratiques de la CIA — sabotage, fausse propagande, diffamation pour orienter l'opinion publique contre Cuba, assassinats, etc. — protégées par les frères Kennedy, promoteurs de l'opération Mongoose. Ou le bombardement d'une base somalienne par Clinton sans preuve, basé sur de simples conjectures. Celui qui lance la première bombe est davantage un terroriste, surtout s'il s'agit d'une puissance hégémonique et incontestée, car l'impunité est un facteur aggravant. La dé-classification de documents révèle une politique de terreur organisée par la CIA dans diverses zones de conflit à travers le monde. Vous pouvez consulter une liste de documents dans N. Chomsky, *Hegemony and Survival*. La stratégie impérialiste des États-Unis (2004).

Sectarisme

Nous, les États-Unis, sommes toujours les gentils, et ceux que nous déclarons terroristes sont les méchants. Ils ont lancé une guerre contre l'Afghanistan pour capturer les terroristes présumés du 11 septembre 2001, mais ont refusé d'extrader vers Haïti le terroriste Constant, déjà condamné, qui a dirigé les forces paramilitaires soutenues par les États-Unis dans les années 1990 et qui a commis des milliers de meurtres contre les Haïtiens. Il est clair qu'un terroriste à la solde de l'empire bénéficie d'une licence dont ne bénéficient pas les terroristes.

Je me demande combien d'Occidentaux ont tourné leur regard vers les bases de missiles américains Jupiter en Turquie visant les vastes pays de l'URSS, tandis que le président Kennedy, les politiciens, les médias et la société occidentale déchiraient leurs vêtements contre la tristement célèbre Russie, qui avait osé placer quelques missiles à Cuba en 1962 visant les États-Unis (moins nombreux et avec une capacité destructrice infime par rapport à ceux placés par les États-Unis en Turquie).

Le sectarisme est une arme très dangereuse lorsqu'il divise et sépare les civilisations. Tout comme l'ont fait les États-Unis sous l'administration de George W. Bush, qui a déclaré la guerre à l'Axe du Mal, dénigrant les valeurs de l'Islam et établissant une relation de collusion entre les deux : le terrorisme et l'Islam.

La politique de terreur et d'interventionnisme des États-Unis

L'interventionnisme de la superpuissance est constant sur la planète sous la rhétorique de diffusion des valeurs de démocratie et de liberté à travers le monde. Un argument démagogique parce que l'hégémon ne s'occupe pas des États terroristes amis, qui se rangent servilement de son côté, et intervient au contraire dans des États qui, sans être terroristes, s'opposent à l'hégémon. Le summum de l'interventionnisme est la configuration des États-Unis comme gendarme universel de l'action stratégique calculée.

Les présidents américains parlent d'États voyous et d'États faillis (Failed States). Les États voyous sont des États terroristes ou complices du terrorisme. Les États faillis, parfois équivalents à des États voyous et

parfois sans signification aussi péjorative, sont des États qui tyrannisent leurs sujets et ne savent pas les gouverner. Aujourd'hui, les soi-disant États voyous cessent de l'être lorsque le tyran change de cap et rejoint la voie d'une grande puissance, comme l'Indonésie, qui a envahi le Timor oriental avec des armes et des soldats formés par les Américains. En revanche, les États qui ne font que s'opposer à la politique américaine sont qualifiés d'États voyous, comme l'Irak, même s'il n'a aucun réseau avec des terroristes et ne possède pas d'armes de destruction massive.

L'importance de l'interventionnisme comme pierre angulaire de la politique étrangère américaine est d'une importance capitale dans son application, car les interventions de la grande puissance ne sont pas une caractéristique erratique ou peu fréquente de sa politique étrangère. 163 interventions américaines à l'étranger avant la Seconde Guerre mondiale et une en moyenne par an après. Des chiffres fiables, cités par le néoconservateur américain CJ Nolan. L'hégémon sait comment maintenir avec faste l'ordre et la sécurité mondiale, son « ordre et sa sécurité ».

*Professeur émérite de philosophie du droit et de la politique à l'Université Pablo de Olavide de Séville

L'ONU pourrait-elle être une cible potentielle pour des États-Unis enragés ?

Par Thalif Deen* – Inter Press Service (IPS)

Other News, 27 mars 2025

NATIONS UNIES – La deuxième administration de Donald Trump, dirigée par son conseiller principal Elon Musk, s'est livrée à une campagne de coupes draconiennes au cours des deux premiers mois : licenciements massifs de fonctionnaires, destruction d'agences fédérales, démantèlement du ministère de l'Éducation et de l'USAID, défiance envers un juge fédéral et menaces contre les universités de coupes drastiques dans les subventions et les contrats.

Il s'agit de décisions qui ont été en grande partie conçues et mises en œuvre par le nouveau Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE), dirigé par Musk. Et il y a sûrement encore beaucoup plus à venir.

Les coupes budgétaires étaient particulièrement symbolisées par l'image d'Elon Musk brandissant une lourde tronçonneuse, qu'il comptait utiliser pour éliminer les « dépenses inutiles ». La tronçonneuse était un cadeau du président argentin d'extrême droite, Javier Milei, qui utilise l'outil comme symbole de son propre mandat. Mais les licenciements qui ont suivi ont provoqué le chaos dans la capitale du pays et l'indignation politique devient rapidement la norme.

Musk, le milliardaire de la technologie qui agit comme un Premier ministre virtuel du président Trump, a appelé les États-Unis à quitter l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et les Nations Unies. « Je suis d'accord », a-t-il écrit en réponse à un message d'un commentateur

politique de droite, affirmant qu'« il est temps » pour les États-Unis de quitter l'OTAN et l'ONU.

La menace qui pèse sur l'ONU a été renforcée par l'initiative de plusieurs législateurs républicains qui ont présenté un projet de loi demandant le retrait des États-Unis de l'ONU, arguant que l'organisation ne s'aligne pas sur l'agenda « America First » de l'administration au pouvoir depuis le 20 janvier.

Quelle est la prochaine étape ?

L'abrogation de l'accord de 1947 entre les États-Unis et l'ONU fera-t-elle partie des prochaines étapes ?

Cet accord, conclu il y a 78 ans, a contribué à établir l'organisme mondial dans ce qui était alors un vieil abattoir décrépit à Turtle Bay, sur l'East River à New York. L'accord est un traité international et, en vertu du droit international, les traités sont généralement contraignants pour les parties qui les signent. Cependant, les États-Unis disposent de leur propre processus constitutionnel pour se retirer des traités.

Dans un article du 14 mars paru dans le Wall Street Journal intitulé : « L'ONU arnaque l'Amérique à New York », Eugene Kontorovich, chercheur principal à la Heritage Foundation, une organisation de droite, et professeur à la faculté de droit de l'université George Mason, note que les temps ont radicalement changé depuis que les États-Unis ont signé ce traité.

Rappelons que lorsque le pays a proposé d'accueillir l'ONU nouvellement créée, la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) venait de se terminer et qu'il y avait une vague d'optimisme quant à la capacité de l'organisation à prévenir de futures guerres.

John D. Rockefeller Jr. a fait don du terrain et le siège social a reçu un prêt interétatique gratuit de Washington qui vaudrait des milliards de dollars aujourd'hui.

L'accord stipule que les Nations Unies ne seront pas relocalisées à moins que l'édifice ne cesse d'être utilisé à cette fin. Certains responsables de l'ONU ont interprété cela comme signifiant que l'ONU ne peut pas être expulsée. « Mais l'accord est un traité, et la règle par défaut du droit international est que les traités, à moins qu'ils ne disent le contraire, durent aussi longtemps que les parties le souhaitent », soutient Kontorovich.

Selon lui, « si les États-Unis annulent le traité, l'accord tout entier disparaît ; rien dans le texte du traité n'interdit le retrait. » En fait, soutient-il, « si un accord irrévocable avait été envisagé, le Congrès (des États-Unis), qui est nécessaire pour approuver les traités, n'aurait pas permis que l'accord soit approuvé sans le rendre explicite. »

Bien que le traité fasse référence au siège «permanent» de l'ONU, cela signifie simplement «durable», explique l'idéologue ultraconservateur. De nombreux traités internationaux utilisent le terme « permanent » dans ce sens, pour signifier durable et non éternel. Il donne comme exemple que la Cour internationale permanente de justice a existé de 1922 à 1946. « Trump devrait rouvrir l'accord de 1947 sur le lieu de son siège. C'était un accord immobilier désastreux », a déclaré Kontorovich.

Stephen Zunes, professeur de politique et d'études internationales à l'Université de San Francisco, a déclaré à IPS que l'extrême droite défend depuis longtemps l'idée de déplacer le siège des Nations Unies hors des États-Unis, et que cela est

généralement considéré comme une idée marginale qui ne devrait pas être prise au sérieux. Cependant, comme l'a déjà démontré l'administration Trump, même les propositions idéologiques les plus extrêmes peuvent finir par être mises en œuvre en tant que politique, a-t-il averti. « Les États-Unis n'ont pas toujours respecté leurs obligations en vertu du traité », a-t-il expliqué.

Zunes a cité comme exemple ce qui s'est passé en 1988, lorsque l'administration Reagan a refusé de permettre au président de l'Organisation de libération de la Palestine, Yasser Arafat, de s'adresser à l'organisation mondiale. Ce veto, a-t-il rappelé, « a poussé toute l'Assemblée générale à se rendre à Genève pour entendre son discours ». Plusieurs agences de l'ONU, dont toutes celles liées aux droits de l'homme, ont leur siège dans la ville suisse.

Pour le spécialiste des affaires internationales, le déplacement du siège des Nations Unies hors des États-Unis «symboliserait la fin du leadership mondial dont nous bénéficions depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les Alliés victorieux ont établi l'organisme mondial ».

Associée à la décision de l'administration Trump de dissoudre l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le programme Fulbright et d'autres symboles du leadership international américain, cette décision compromettrait tout semblant de maintien des États-Unis en tant que force prééminente dans la coopération internationale.

Mais Zunes a souligné que même avant le retour de Trump à la Maison Blanche après avoir gouverné le pays de 2017 à 2021, les États-Unis sont devenus de plus en plus une exception dans la communauté internationale, plutôt qu'un leader ou un partenaire. « Il est vrai que même sous les administrations démocrates, comme l'indiquent les positions rebelles de Joe Biden concernant la guerre d'Israël à Gaza, l'État palestinien, la Cour internationale de justice, la Cour pénale internationale et d'autres institutions de l'ONU », a-t-il déclaré.

Avoir le siège de l'ONU dans un endroit plus neutre pourrait s'avérer la meilleure option, a déclaré Zunes, qui a beaucoup écrit sur la politique de l'ONU. Depuis le 20 janvier, les États-Unis se sont retirés du Conseil des droits de l'homme de l'ONU et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il a également averti que deux autres organisations de l'ONU « méritent un examen plus approfondi » : l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Moyen-Orient (UNRWA). Il s'agit d'un avertissement considéré comme une menace voilée de retrait des États-Unis des deux agences de l'ONU.

En outre, les États-Unis ont réduit de 377 millions de dollars le financement du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), une agence des Nations Unies qui s'occupe de la santé sexuelle et reproductive. Parallèlement, certains éléments indiquent que les agences de l'ONU transfèrent certaines de leurs fonctions en dehors des États-Unis. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a lui-même déclaré aux journalistes lors d'un point de

presse en février que « nous avons investi à Nairobi, créant les conditions pour que Nairobi reçoive des services que l'on trouve maintenant dans des endroits plus chers ». La capitale du Kenya est déjà le siège permanent du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'organisation mondiale y dispose donc d'une infrastructure de base.

L'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) transférera bientôt certaines de ses fonctions à Nairobi. Le FNUAP, quant à lui, déménagera essentiellement à Nairobi. « Je peux vous donner de nombreux autres exemples de mesures prises qui sont cohérentes avec l'idée que nous devons être efficaces et rentables », a déclaré Guterres. Interrogé sur un éventuel retrait des États-Unis de l'organisation mondiale, Martin S. Edwards, doyen associé aux affaires académiques et étudiantes à l'École de diplomatie et de relations internationales de l'Université Seton Hall aux États-Unis, a déclaré à IPS qu'il n'était pas clair quelle serait l'intention de Washington à cet égard. En fait, ce qui est certain, a-t-il souligné, c'est que ce serait une erreur de proportions gigantesques.

Selon lui, l'administration Trump, simplement pour s'attirer les faveurs d'une petite fraction de sa base la plus isolationniste, offrirait une immense victoire diplomatique à la Chine, qui n'hésiterait pas à saisir l'opportunité d'accueillir le siège de l'ONU. « Même la Maison Blanche y est pour quelque chose, donc je ne vois pas comment cela pourrait servir les intérêts de l'Amérique. Au contraire, si la Maison Blanche ne considérait pas l'ONU comme importante, elle n'aurait pas nommé Elise Stefanik ambassadrice auprès de l'ONU », a-t-il soutenu.



Actuellement, en tant que plus grand contributeur individuel, les États-Unis contribuent à hauteur de 22 % au budget ordinaire des Nations Unies et de 27 % à son budget de maintien de la paix.

Mais Washington doit actuellement 1,5 milliard de dollars au budget ordinaire de l'ONU, ce qui contribue particulièrement à la crise de liquidités de l'organisation mondiale. En fait, entre le

Dans un article de janvier paru dans le Washington Examiner, il a été noté que Stefanik était la quatrième républicaine à la Chambre des représentants jusqu'à sa nouvelle nomination, ce qui signifie que Trump avait choisi une personnalité de premier plan pour l'ONU. En outre, la nouvelle ambassadrice à l'ONU s'était déjà engagée à utiliser ses compétences législatives pour enquêter sur le financement de l'organisme mondial et à réduire son budget si nécessaire. « En tant que membre du Congrès, je comprends également profondément que nous devons être de bons gestionnaires de l'argent des contribuables américains », a déclaré Stefanik à l'époque.

Pour le nouvel ambassadeur: « Les États-Unis sont de loin le plus grand contributeur à l'ONU. Nos impôts ne devraient pas servir à soutenir des entités qui s'opposent aux intérêts américains, sont antisémites ou se livrent à la fraude, à la corruption ou au terrorisme. »

budget ordinaire, le budget de maintien de la paix et les tribunaux internationaux, la dette totale des États-Unis envers l'organisation mondiale s'élève à 2,8 milliards de dollars.

** Ancien chef du bureau de l'IPS aux Nations Unies et directeur régional pour l'Amérique du Nord, il couvre l'ONU depuis la fin des années 1970. Auteur de « No Comment – and Don't Quote Me on That », il est rédacteur en chef d'IDN, basé à Berlin, ancien fonctionnaire de l'ONU et ancien membre de la délégation sri-lankaise aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies. Boursier Fulbright et titulaire d'une maîtrise en journalisme de l'Université Columbia à New York, il a partagé à deux reprises la médaille d'or (2012-2013) pour l'excellence de ses reportages sur l'ONU, décernée par l'Association des correspondants de l'ONU (UNCA).*

Néo conservatisme, multipolarité et déclin des démocraties occidentales

Par Juan Laborda – El Salto

Cité par Other News, mars 2025

L'Occident, dans son obsession de domination, a échoué dans sa tentative de façonner le monde à son image, laissant derrière lui des États en faillite, des migrations de masse et un Sud global de plus en plus rancunier.

Nous vivons à une époque de fractures géopolitiques, où les décisions de quelques élites ont entraîné l'humanité dans un cycle de conflit et de décadence morale. La guerre en Ukraine, loin d'être un événement isolé, est symptomatique d'un jeu de pouvoir mené par les néoconservateurs américains, dont les ambitions hégémoniques ont semé le chaos du Moyen-Orient à l'Europe de l'Est.

Permettez-moi d'explorer trois axes critiques : le rôle destructeur des néoconservateurs comme principale menace mondiale, l'occasion manquée de l'Europe de diriger un monde multipolaire en alliance avec les BRICS, et la métamorphose des démocraties occidentales en « totalitarismes inversés », selon le concept de Sheldon Wolin. À travers ces prismes, nous analysons comment l'Occident, dans son obsession de domination, a accéléré sa propre défaite, comme l'anticipe Emmanuel Todd dans La Défaite de l'Occident.

Les néoconservateurs : architectes du chaos mondial

Emmanuel Todd, dans La Défaite de l'Occident (Akal, 2024), décrit les néoconservateurs américains comme une élite qui instrumentalise la rhétorique démocratique pour imposer un ordre unipolaire fondé

sur la force. Leur stratégie, ancrée dans l'exceptionnalisme américain, a consisté à déstabiliser des régions entières sous couvert d'exportation de liberté, tout en consolidant un complexe militaro-industriel qui alimente des guerres sans fin. Todd souligne que cette « hyper puissance » a échoué dans sa tentative de façonner le monde à son image, laissant derrière elle des États en faillite, des migrations de masse et un Sud global de plus en plus rancunier.

Les néoconservateurs, démocrates comme républicains, ont déclenché des conflits pour le pouvoir, pour l'argent, pour dominer le monde, de l'Irak à l'Ukraine. Leur obsession d'isoler la Russie et de contenir la Chine ignore le fait que la puissance américaine n'est plus omniprésente. L'invasion de l'Ukraine, menée par Poutine mais promue par une OTAN expansionniste – comme l'ont confirmé Gerhard Schröder, Naftali Bennett, Jeffrey Sachs, entre autres – illustre cette myopie : au lieu de négocier une architecture de sécurité européenne inclusive, le pays a opté pour une provocation qui a saigné l'Ukraine à blanc et aliéné Moscou. Comme le prévient Todd, l'arrogance des néoconservateurs a accéléré la formation d'un bloc antioccidental mené par la Chine, la Russie et les BRICS, tandis que les États-Unis luttent entre l'hostilité et l'insignifiance.

Le monde multipolaire et la trahison européenne

Le deuxième axe s'articule autour de la montée d'un ordre multipolaire et du rôle de l'Europe comme complice de sa propre subordination. Après la Grande Récession de 2008, l'Europe a eu une fenêtre historique pour redéfinir sa place dans le monde.

La solution optimale réside dans le renforcement de la coopération avec les BRICS, un bloc émergent qui représente 40 % de la population mondiale et dont le PIB combiné dépasse celui du G7. Au lieu de cela, Bruxelles a choisi de devenir un « vassal » de Washington, ignorant les premiers avertissements comme ceux du politologue Franck Biancheri, véritable idéologue des bourses Erasmus, qui prédisait, en 2010, une guerre en Ukraine si la confrontation avec la Russie persistait.

L'administration Obama, loin d'être un modèle de progressisme, a au contraire renforcé cette dynamique. En promouvant des sanctions contre la Russie et en soutenant des coups d'État « aux couleurs vives » – comme Euromaïdan en Ukraine – il a ravivé les tensions entre l'Est et l'Ouest. Il est hilarant d'entendre les récents propos de la diplomate européenne Kaja Kallas, qui, au plus fort de la colère de Trump contre Zelensky, a déclaré que l'Europe devait « vaincre la Chine », révélant une soumission stratégique : au lieu d'équilibrer sa relation avec Washington par des alliances avec Pékin, Bruxelles s'empêtre dans une confrontation inutile, affaiblissant sa position dans un monde où l'axe BRICS-Eurasie gagne en influence.

L'expansion des BRICS en 2024 confirme ce changement. Ces pays, unis par leur rejet de la domination anglo-saxonne, réécrivent les règles du commerce, de l'énergie et de la sécurité. L'Europe, en revanche, reste ancrée dans un Occident en déclin, incapable d'offrir une alternative coopérative. Nous sommes devenus une colonie permanente des États-Unis, gaspillant l'opportunité d'être un pont entre les civilisations.

Totalitarisme inversé : l'agonie des démocraties occidentales

Le troisième axe, que nous avons abordé ad nauseam dans ces lignes, aborde le déclin interne de l'Occident. Sheldon Wolin a inventé le terme «totalitarisme inversé » pour décrire un système dans lequel, sous la façade de la démocratie, les élites économiques contrôlent le pouvoir réel. Peu importe qui gouverne ; Le noyau dur des politiques économiques est maintenu sous des arguments autocratiques. Cette dystopie se manifeste par l'austérité imposée après 2008, la prise de contrôle des institutions par les entreprises et la montée des inégalités, contrairement à la Chine, qui a éradiqué l'extrême pauvreté en 2020.

Promenez-vous dans Madrid, Londres et Paris et vous verrez des milliers de citoyens de plus en plus jeunes errer dans les rues sans autre abri que celui contre les éléments. Voir Keir Starmer défendre des politiques militaristes et la réduction des services publics britanniques déjà affaiblis me remplit d'un profond dégoût. C'est ce que les journaux dits «progressistes », comme The Guardian et consorts, ont promu dans leurs campagnes contre Jeremy Corbyn ! J'espère juste qu'il sera balayé à chaque élection organisée au Royaume-Uni et que son avenir politique sera Biden et compagnie.

On pourrait extrapoler la même chose à des gouvernements comme celui de l'Allemagne, celui du malheureux Olaf Scholz, balayé par les urnes.

Ici, en Espagne, Sánchez résiste, en raison de l'inutilité pure et simple des alternatives existantes et du fait qu'il a mis en œuvre quelques doses de politiques peu orthodoxes – très peu, d'ailleurs – alors qu'elles ont prouvé avoir des effets positifs qui sont précisément à l'opposé de ce que prédit l'hétérodoxie économique.

Mais si le grave problème du logement n'est pas résolu, grâce à la financiarisation qu'ils ont également adoptée, l'indolence de Feijoo, Abascal et compagnie ne suffira pas à assurer leur pouvoir.

Les démocraties occidentales ont abandonné leur essence : « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Au lieu de cela, une «superclasse» transnationale dicte des politiques qui profitent au 1 %, tandis que les citoyens sont confrontés à des services publics réduits et à des salaires stagnants. L'UE, par exemple, privilégie le sauvetage des banques plutôt que l'investissement social. Les États-Unis dépensent des milliers de milliards en armements alors que des millions de personnes souffrent de manque de santé publique. Ils nous préparent maintenant à la prochaine attaque contre les services publics : l'augmentation des dépenses militaires. Comme dirait mon compatriote Labordeta, tant pis !

Pour se réarmer, l'Occident doit retrouver ses principes fondateurs : liberté, égalité et fraternité. Cela nécessite des dirigeants prêts à défier les élites rentières, comme l'a fait Franklin D. Roosevelt avec le New Deal. Il y a un paragraphe dans son célèbre discours au vieux Madison Square Garden, idéal à une époque où les dirigeants sont superflus et vides de sens : « Depuis près de quatre ans, vous avez un gouvernement qui, au lieu de se divertir avec des

bêtises, a retroussé ses manches. Continuons avec nos manches retroussées. Nous avons dû combattre les vieux ennemis de la paix : les monopoles commerciaux et financiers, la spéculation, les banques insensibles, les antagonismes de classe, le sectarisme et les intérêts de guerre. Ils avaient commencé à considérer le gouvernement comme un simple appendice de leurs propres affaires. Nous savons maintenant qu'un gouvernement d'argent organisé est tout aussi dangereux qu'un gouvernement de mafia organisée. Jamais auparavant dans notre histoire ces forces n'ont été aussi unies contre un candidat qu'elles le sont aujourd'hui. Ils me détestent unanimement, et j'accueille leur haine. Je voudrais que mon premier gouvernement soit reconnu pour la lutte menée contre l'égoïsme et la soif de pouvoir. Et je voudrais qu'on dise que durant ma deuxième présidence, ces forces ont trouvé leur maître. Je suis cependant pessimiste : il n'y a personne en Occident capable d'imiter FDR.

La convergence de ces trois facteurs – le bellicisme néoconservateur, la myopie européenne et la corrosion démocratique – explique la défaite de l'Occident que Todd anticipe dans son dernier ouvrage. Le monde multipolaire n'est pas une menace, mais une réalité qui exige une coopération. L'Europe peut encore se racheter en assumant son autonomie stratégique, en construisant des ponts avec les BRICS et en réformant ses institutions pour rendre le pouvoir au peuple. Sinon, son sort se jouera entre Washington, Pékin et Moscou, tandis que ses citoyens réclameront une renaissance qui, pour l'instant, n'existe que dans des textes et des discours oubliés. Mais ne nous limitons pas à ce rêve.

Des nouvelles du CAPMO**Jeudi 10 avril à 18 h 30****Soirée mensuelle avec le Collectif TRAAQ et Accès transport viable****Rues sans peur, une recherche action pour le projet Femmes et mobilité****2ème étage du 435 rue du Roi à Québec****Soirée mensuelle du Mercredi 7 mai à 18 h 30****La Ville que nous voulons, vers une ville humaine et résiliente****En collaboration avec le Dôme du Centre Jacques-Cartier****Au 421 boul. Langelier à Québec****Entrée gratuite****Mercredi 9 avril, sous forme 5 à 7****Lancement du livre : C'est injuste, en présence des auteures****À la Korrigane, en collaboration avec****les Amis de la Terre de Québec et le Carrefour d'éducation à la solidarité internationale de Québec****Grande marche pour le Jour de la Terre, 22 avril****Rassemblement à 15 h devant l'Assemblée Nationale****Journée de réflexion****Comment surmonter les images de l'oppression****Vendredi 18 avril de 9 h à 16 h 2ème étage du 435 rue du Roi à Québec**